

AMNESTY INTERNATIONAL

Communiqué de presse du Bureau européen d'Amnesty International

Index AI : AMR 19/014/2007 (Public)

Bulletin n° : 125

ÉFAI

2 juillet 2007

Sommet Union européenne-Brésil. La non-reconnaissance de la pauvreté à l'origine d'une violence extrême

(Bruxelles, le 4 juillet) Alors que le Portugal s'apprête à présider son premier sommet à la tête de l'Union européenne, Amnesty International lui demande instamment d'établir un précédent au cours des six mois de son mandat en établissant une discussion franche sur les droits humains avec son homologue brésilien.

La dernière semaine de juin, de nouveaux affrontements entre des policiers et des trafiquants de drogue dans un bidonville de Rio de Janeiro ont fait 19 morts. Le degré élevé de violence qui affecte la plupart des villes brésiliennes est en partie le résultat d'années d'indifférence de la part des pouvoirs publics qui ont laissé la population des quartiers les plus pauvres aux prises avec la violence des bandes criminelles d'une part et la brutalité policière de l'autre. Le *Caveirão* ou « *Tête de mort* » - véhicule d'assaut semblable à ceux utilisés par l'armée dont se servent les policiers dans les *favelas* de Rio, surgissant dans les ruelles et tirant au hasard – reste un symbole puissant de l'échec de la politique de sécurité publique à Rio de Janeiro.

« *L'absence de politique à long terme a mis tout le monde en danger, policiers compris. Les bandes criminelles, qu'il s'agisse de factions liées au trafic de drogue, d'escadrons de la mort ou de para-policiers, se sont engouffrés dans la brèche laissée ouverte par l'État* », a déclaré Dick Oosting, directeur du bureau européen d'Amnesty International.

Dans une lettre (disponible sur le site <http://www.amnesty-eu.org/>) Amnesty International salue les mesures prises récemment telle que la création du *Sistema Único de Segurança Pública* (Système unique de sécurité publique, SUSP) tout en regrettant l'absence manifeste de volonté politique de mettre en œuvre les recommandations du SUSP, notamment en ce qui concerne le financement.

Amnesty International s'inquiète également des tentatives faites par le gouvernement fédéral pour assimiler le crime organisé au terrorisme et de ses efforts pour faire adopter de nouvelles lois anti-terrorisme.

« *Ne pas tenir compte des causes du problème : la pauvreté, l'exclusion sociale, la corruption et un système judiciaire faible n'apportera pas de solutions à long terme et ne fera qu'empirer la situation*, a déclaré Dick Oosting.

« *Alors que le Brésil s'affirme de plus en plus comme une grande puissance sur la scène internationale, le devoir du Brésil de défendre les droits humains au niveau international, régional et surtout national grandit* », a-t-il ajouté.

Amnesty International a salué l'engagement du Portugal à aborder la question des droits humains à chaque sommet au cours de sa présidence et espère que cette promesse sera tenue dès la première réunion du 5 juillet.